

**Pays-Bas - Conférence de presse  
conjointe de M. Emmanuel Macron,  
président de la République et de M.  
Mark Rutte, Premier ministre des  
Pays-Bas - Propos de M. Macron**  
(Paris, 31 août 2017)

Monsieur le Premier ministre, cher Mark,

Je suis heureux de vous retrouver à nouveau à Paris aujourd'hui pour l'échange que nous venons d'avoir, pour un dîner amical et de travail dans quelques instants et ensuite, pour un match de football tant attendu. Nous avons pris cet engagement l'un et l'autre au printemps dernier quand le Premier ministre m'avait rendu visite avant le conseil européen et je dois dire que sans doute le match à venir est la seule occasion de désaccord dans la soirée que nous allons partager. Tout cela peut d'ailleurs bien finir.

Il était important que nous puissions nous voir en cette reprise pour évoquer plusieurs sujets d'importance pour l'un et l'autre : d'abord, la relation bilatérale extrêmement intense puisque nous avons nombre d'entreprises qui partagent des intérêts en commun. J'avais eu l'occasion, il y a maintenant un peu plus de deux ans, d'aller passer une journée à Utrecht au contact des entreprises françaises opérant aux Pays-Bas. J'en garde le souvenir d'une relation économique extrêmement intense et c'est celle-ci que nous veillerons, dans les prochaines semaines et les prochains mois à continuer à rapprocher, à intégrer davantage sur plusieurs projets.

Ensuite, évidemment, nous avons parlé de notre agenda européen avec plusieurs volontés partagées. D'abord, d'oeuvrer de concert, comme nous l'avons fait au précédent conseil européen, pour cette Europe qui protège, avec plusieurs priorités sur le court terme : une approche conjointe sur la politique commerciale et la protection de nos intérêts stratégiques. Les Pays-Bas et la France continueront à oeuvrer en ce sens.

Ensuite, l'Europe qui protège, c'est celle qui protège face aux migrations et qui permet d'avoir une approche commune. Notre volonté c'est d'aller plus vite et de manière plus résolue dans la réforme de l'ensemble des réglementations européennes en la matière : la protection aux frontières, les règles d'asile communes...

Ensuite, c'est l'Europe de la défense. Là-dessus, les Pays-Bas ont pris plusieurs initiatives, la France aussi et nous souhaitons pouvoir concrétiser ce que le conseil européen de juin dernier a permis de faire avancer, c'est-à-dire une coopération structurée permanente qui nous permettra d'avoir une approche beaucoup plus intégrée et de procéder à des avancées technologiques plus rapides, à la constitution d'une capacité commune, en particulier face à nos grands concurrents, de réduire les coûts et accélérer l'innovation. À cet égard, nous continuerons, dans le cadre à la fois du fonds européen de défense et de la coopération

structurée, à travailler ensemble.

Cette Europe qui protège, c'est celle de la réforme de la directive sur les travailleurs détachés. Vous le savez, j'ai mené la semaine dernière une tournée dans plusieurs pays européens et nous avons, dès le début de cette initiative, coordonné très étroitement nos vues entre les Pays-Bas et la France pour pouvoir avancer de concert et notre souhait, c'est que nous puissions, sous la présidence actuelle, conclure un accord ambitieux de réforme de cette directive.

L'agenda de court terme, c'est aussi le «Brexite» et je veux ici être très clair pour redire que notre volonté, nous venons d'en parler, c'est qu'il y ait un seul négociateur et un seul mandat. Un seul négociateur, c'est Michel Barnier et je veux ici lever toute ambiguïté liée à de fausses informations qui avaient pu être propagées. Un seul mandat, c'est celui des lignes directrices agréées à 27, c'est-à-dire une procédure en deux phases et seulement quand des progrès suffisants, constatés par monsieur Barnier, auront été faits, pourront s'ouvrir les phases futures.

Nous devons travailler à tout, nous y réfléchissons de manière concertée et commune, mais nous avons organisé un processus et une structure de négociation commune et nous sommes très vigilants l'un et l'autre à défendre les intérêts de l'Union européenne dans ce contexte.

Enfin nous avons parlé de projets futurs et notre volonté, c'est d'aller plus loin dans cette Europe. Je crois que nous partageons l'un et l'autre cette volonté d'avoir une relance européenne concrète, pragmatique, ambitieuse, qui correspond au moment que nous sommes en train de vivre. L'Europe doute d'elle-même sur beaucoup de sujets, a parfois manqué d'efficacité ou de pragmatisme et notre volonté n'est pas de reconvoquer des débats institutionnels ou abstraits, mais de pouvoir rapidement lancer des initiatives concrètes pour une refondation ambitieuse.

J'étais il y a deux jours avec les amis du Premier ministre Rutte, messieurs Bettel et Michel. Je crois que tous les quatre, nous partageons la même volonté d'agir et nous partageons ce qui est, je crois, le devoir de notre génération, la même volonté de relancer l'Europe. Et donc j'entends bien que nous puissions le faire ensemble à travers des propositions concrètes pour l'Union européenne, pour la zone euro, pour créer ce que j'appelais des coalitions de bonne volonté - et je crois que c'est la formule qui est la plus efficace - pour faire avancer l'Europe à la fois pour les jeunes, pour la formation, pour le marché du travail, pour une plus grande convergence fiscale et sociale, pour réussir dans le numérique et pour redonner une force économique, militaire, une identité à ce coeur d'Europe dont nous faisons partie et dont elle a besoin.

Ce que nous allons discuter plus avant dans les instants qui viennent, c'est aussi cette volonté de définir une feuille de route commune et je m'exprimerai dans les prochaines semaines sur ce point avec beaucoup de précision pour pouvoir avancer et repartir de l'avant. Merci encore Monsieur le Premier ministre, cher Mark, d'être là ce soir, à Paris./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)